

CH_VB 81.582 vom 17. Dezember 1981

Bundesverwaltung, 1981-12-17, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_81.582

FR: CH_VB 81.582 du 17 décembre 1981

IT: CH_VB 81.582 del 17 dicembre 1981

Erwägungen

E. 8

Im Jahr 1982 tarstaaten die KSZE-Schlussakte vollumfängliche Anwendung findet. Meine Damen und Herren Nationalräte, wir müssen aus den Ereignissen in Polen eine Lehre ziehen: Die internationalen Machtverhältnisse, welche die Lage in Europa beeinflussen, insbesondere aber die Druckausübung der Sowjetunion erinnern uns einmal mehr an die Notwendigkeit, unsere Verteidigungsanstrengungen zur Erhaltung unserer Unabhängigkeit weiterzuführen. Ein echter Friede ist untrennbar mit Freiheit verbunden. Ich komme nun zur Behandlung der Wirtschafts- und Finanzhilfe und zur Haltung, die es in dieser Angelegenheit einzunehmen gilt. Dazu sollte vorerst festgestellt werden, dass die Schweiz Polen tatsächlich keine Wirtschafts- und Finanzhilfe gewährt. Diese Frage betrifft daher hauptsächlich das Problem der Konsolidierung der äusseren Schulden Polens. Aber auch auf diesem Gebiet blieb die Ausrufung des Kriegsrechts in Polen nicht ohne Folgen. Obgleich alle Gläubigerländer Polens beschlossen haben, die Abkommen zur Konsolidierung der für 1981 fälligen garantierten Schulden nicht in Frage zu stellen, konnten sie bezüglich der Verhandlungen über eine Staffelung der Fälligkeiten für 1982 keine gemeinsame Haltung finden. Aufgrund des Ausmasses des Risikos, das mit der prekären Finanzlage Polens zusammenhängt, sah sich die Exportrisikogarantie-Kommission gezwungen, die Behandlung der Gesuche um weitere Garantien zugunsten von Ausfuhren nach Polen zu unterbrechen. Ihrer gradlinigen Politik gehorchend, hat sich die Schweiz den Wirtschaftssanktionen nicht angeschlossen, die aus politischen Gründen über Polen verhängt wurden. Wie bereits bei anderen Gelegenheiten wird es unser Land jedoch nicht zulassen, dass unser Territorium zur Umgehung der von anderen Staaten beschlossenen Massnahmen dient. Die noch folgende Stellungnahme zur Motion von Herrn Nationalrat Dürr wird es dem Bundesrat erlauben, die humanitäre Hilfe, insbesondere die Polen bisher gewährte Nahrungsmittelhilfe, darzulegen und sich über eine Weiterführung dieser Aktion zugunsten des polnischen Volkes zu äussern, für welches das Schweizervolk seit jeher eine besondere Sympathie empfindet. Rapport écrit du Conseil fédéral Les interpellations déposées par les groupes radical-démocratique et démocrate-chrétien et qui viennent d'être déposéées par MM. les Conseillers nationaux de Capitani et Oehler donnent au Conseil fédéral une occasion bienvenue de réaffirmer sa position au sujet des événements de Pologne. Dès le 14 décembre 1981, au lendemain de l'instauration de la loi martiale, le Conseil fédéral, par la voix du Président de la Confédération, a lancé un appel au gouvernement polonais afin que le processus de démocratisation commencé quinze mois auparavant soit repris le plus rapidement possible. Il a exhorté le Général Jaruzelski à libérer les personnes qui ont été arbitrairement arrêtées. Il saisit l'occasion du débat d'aujourd'hui pour renouveler solennellement l'appel qu'il a lancé en faveur d'un complet rétablissement des libertés fondamentales. Dans sa déclaration, le Conseil fédéral a indiqué qu'il «suit les événements de Pologne avec la plus grande attention et avec une vive

préoccupation». Aujourd'hui encore, il considère la mise à l'écart par les forces armées des principaux représentants de la vie syndicale, culturelle et scientifique comme un obstacle à la solution des problèmes sociaux et économiques que connaît la Pologne. Le Conseil fédéral reste convaincu que ce pays est en mesure de résoudre ses problèmes intérieurs sans recours à la force et sans intervention d'un pays tiers. Il est évident que la prise du pouvoir par les militaires en Pologne, le 13 décembre 1981, a porté un coup dur à la détente Est-Ouest et, plus particulièrement, hypothéqué toute perspective de parvenir bientôt à un accord entre les 35 Etats participant à la CSCE sur un document de clôture de la réunion de Madrid. A partir du 16 décembre déjà, des délégations occidentales et neutres à la CSCE ont commencé à s'exprimer sur les violations nombreuses de l'Acte final d'Helsinki commises par le régime militaire polonais. Au cours des semaines qui ont suivi, aucune amélioration significative n'a été constatée dans l'évolution de la situation en Pologne. Dès la reprise de la réunion de Madrid, le

E. 9

février 1982, ce mouvement de refus du fait accompli en Pologne s'est fortement amplifié et la Suisse n'a pas manqué de joindre sa voix à toutes celles qui ont réclamé la levée de l'état de siège, la libération des prisonniers politiques, ainsi que le rétablissement du dialogue intérieur qui s'était engagé en 1980 et 1981. Il est légitime que le forum de la CSCE ait été utilisé pour s'exprimer sur la Pologne, car c'est la seule enceinte multilatérale Est-Ouest qui puisse jouer ce rôle. En définitive, c'est du respect intégral de l'Acte final d'Helsinki, par chacun des pays signataires, que dépend le maintien de la stabilité politique en Europe et, dans une large mesure, la poursuite de la détente. Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux, nous devons tirer des événements de Pologne un enseignement: le rapport des forces internationales influençant la situation en Europe, en particulier la pression de l'URSS, nous rappelle une fois de plus la nécessité de poursuivre notre effort de défense afin de sauvegarder notre indépendance. La paix véritable est, en effet, inséparable de la liberté. J'en viens à la question posée à propos de l'aide économique et financière et de l'attitude qu'il convient d'adopter en la matière. Il peut être utile de préciser d'emblée, à cet égard, que la Suisse n'accorde pas, en fait, d'aide économique et financière à la Pologne. Je pense que cette question vise essentiellement le problème du rééchelonnement de la dette extérieure de la Pologne. Mais sur ce plan également, l'instauration de la loi martiale en Pologne n'est pas restée sans conséquences. En effet, si tous les pays créanciers de la Pologne ont décidé de ne pas remettre en cause les accords de consolidation relatifs aux dettes garanties échues en 1981, ils n'ont, en revanche, pas pu dégager entre eux un consensus sur la reprise des négociations en vue d'un rééchelonnement des échéances pour l'année 1982. En raison du degré de risque lié à la précarité de la situation financière de la Pologne, la Commission pour la garantie contre les risques à l'exportation s'est vue contrainte d'interrompre le traitement des demandes de nouvelles garanties en faveur d'exportations vers la Pologne. En vertu d'une politique constante, la Suisse ne s'est pas associée aux sanctions économiques décrétées pour des raisons politiques à l'égard de la Pologne. Toutefois, comme par le passé, notre pays ne tolérera pas que son territoire serve au contournement des sanctions décidées par d'autres pays. L'examen de la motion de M. le Conseiller national Dürr donnera tout à l'heure au Conseil fédéral l'occasion de faire le point sur l'aide humanitaire, particulièrement l'aide alimentaire, qui a été accordée jusqu'ici à la Pologne et sur les perspectives de poursuite de cette action au bénéfice du peuple polonais pour lequel le peuple suisse a, de tout temps, ressenti une sympathie particulière. Wortlaut der Motion Dürr vom 15. Dezember 1981 Soweit verlässliche Informationen vorliegen, ist

die Versorgungslage für weite Teile der polnischen Bevölkerung bedrohlich, ja verheerend. Der Versorgungszustand mit Nahrungsmitteln und Konsumgütern des täglichen Gebrauchs gleicht dem Stand der Entwicklungsländer. Der Bundesrat wird daher ersucht, ein Sofortprogramm zur Hilfe an die notleidende polnische Bevölkerung durchzuführen, allenfalls auch unter Rückgriff auf die im Rahmen der Entwicklungshilfe verfügbaren Kredite.

8. März 1982 273 Polen. Persönliche Vorstösse Texte de la motion Dürr du 15 décembre 1981 A supposer que l'on puisse accorder quelque crédit aux informations diffusées, une grande partie du peuple polonais est, semble-t-il, confrontée à des difficultés de ravitaillement très graves, pour ne pas dire insolubles. L'approvisionnement en denrées alimentaires et en biens de consommation courante y serait comparable à la situation que connaissent les pays en développement. Le Conseil fédéral est chargé d'élaborer un programme d'urgence destiné à venir en aide au peuple polonais qui se trouve dans le dénuement, en recourant au besoin aux crédits encore disponibles qui ont été consacrés à l'aide au développement. Mitunterzeichner - Cosignataires: Bürer-Walensadt, Feigenwinter, Frei-Romanshorn, Geissbühler, Hari, Humbel, Jung, Kaufmann, Kühne, Meier Josi, Müller-Scharnachtal, Schärli, Segmüller, Weber Leo, Ziegler-Solothurn (15)

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates Rapport écrit du Conseil fédéral Der Bundesrat hat seit Dezember 1980 bereits 2,4 Millionen Franken aus Krediten betreffend die internationale humanitäre Hilfe zugunsten Polens freigegeben. Damit wurden dem Schweizerischen Roten Kreuz, Caritas, dem Schweizerischen Arbeiterhilfswerk und dem Ökumenischen Rat der Kirchen Nahrungsmittelhilfe und eine Medikamentenlieferung ermöglicht. Der Bundesrat ist bereit, in einem gewissen Rahmen weitere humanitäre Hilfe für Polen zu leisten, und zwar wie bisher über schweizerische Hilfswerke, die in Polen tätig sind und dort mit verantwortlichen Partnerorganisationen zusammenarbeiten, die dafür garantieren, dass die Hilfe ihr Ziel erreicht. Neue Zuteilungen im Wert von ungefähr 400 000 Franken werden gegenwärtig geprüft. Schriftliche Erklärung des Bundesrates Déclaration écrite du Conseil fédéral Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. de Capitani: In wenigen Tagen werden es drei Monate her sein, seitdem die vor allem von der polnischen Arbeiterschaft getragenen demokratischen und freiheitlichen Bestrebungen durch den Einsatz nackter militärischer Macht brutal abgewürgt worden sind. Der Bundesrat hat damals sofort mit erfreulicher Klarheit und Festigkeit reagiert, die Vorgänge verurteilt und die Freilassung der vielen willkürlich Verhafteten verlangt. Er hat damit auch der Empörung des Schweizervolkes und unserem Mitgefühl für das tapfere polnische Volk zutreffend Ausdruck gegeben. Wir danken ihm für diese klare Stellungnahme. Der seitherige Ablauf der Geschehnisse ist Ihnen allen wohlbekannt und soll hier nicht dargestellt werden. Wer allenfalls noch gehofft hatte, die kommunistische Militärgouvernement werde entsprechend ihrer unzählige Male wiederholten Beteuerung das Kriegerrecht rasch wieder aufheben, muss diese Illusionen spätestens seit dem Besuch des polnischen Partei- und Regierungschefs anfangs März in Moskau definitiv begraben. Das nach dem sowjetisch-polnischen Gipfelgespräch publizierte Communiqué zeichnet sich durch eine harte und kompromisslose Sprache aus und enthält das ausdrückliche Versprechen des polnischen Partei- und Regierungschefs, jede oppositionelle Bewegung in Polen entschlossen niederzuhalten und jedem Versuch, die Machtordnung zu ändern, ein rasches Ende zu bereiten. Polen sei und bleibe ein sozialistischer Staat unter Führung der kommunistischen Partei. Niemand in diesem Saal kann wissen, wie die Entwicklung in Polen weitergeht. An der Entschlossenheit im Kreml, die unbotmässigen Polen mit allen

Mitteln ihrer Macht unter ihre Stiefel zu zwingen, zweifelt wohl niemand. Wer möchte sie auch davor zurückhalten? Bestimmt nicht die in sich gesplittete, mit vielen Zungen redende westliche Welt und Allianz. Einmal mehr erlebt die Welt gebannt das tragische Geschehen eines totalen Bankrottes eines kommunistischen Regimes, das sich - und hier liegt meines Erachtens das zeitgeschichtlich Bedeutende - gegen das eigene Volk und gegen die eigene Arbeiterschaft, die zu vertreten es vorgibt, nur noch mit militärischer Gewalt und mit Terror zu behaupten weiss. Die politische und die chaotische wirtschaftliche Lage in Polen wie auch gewisse sichtbar werdende Auflösungsstendenzen im östlichen Satellitenreich werden wohl auf Jahre hinaus für grosse Spannungen in Europa, vor allem in Mitteleuropa, sorgen und die Ost-West-Beziehungen verhärten. Daraus ergeben sich auch für unser Land gewisse Folgerungen und Probleme. Ich will nur deren zwei hier erwähnen und etwas darstellen. 1. Wir haben allen Grund, die Friedensschalmeien der sowjetischen Machthaber, ihre Abrüstungsvorschläge, als das zu entlarven, was sie in Tat und Wahrheit sind: Manöver, um den inneren Abwehrwillen der westlichen europäischen Staaten zu lahmen. Wir Schweizer sollten deshalb unsere militärische Abwehrbereitschaft nicht nur aufrechterhalten, sondern sie verstärken und vorhandene Lücken, die erkannt worden sind, auch schliessen. Nur Stärke und Entschlossenheit und gar nichts anderes beeindruckt die kommunistischen Machthaber. 2. Wir sollten ferner kritischer sein, wenn wir uns mit der Entspannungspolitik zwischen Ost und West befassen. Natürlich sind wir alle in diesem Saal, selbstverständlich auch unsere Fraktion, für Entspannung im echten Sinne, für Verminderung der Spannungen, für die Sicherung des Friedens. Was heisst nun aber Entspannung wirklich im Wortschatz der Diplomaten und der Staatsmänner? Hier muss ich vor allem Herrn Braunschweig sagen: Entspannung bedeutet eben nicht das gleiche für Ost und West. Das ist etwas ganz Entscheidendes. Es bedeutet auch für beide Seiten nicht etwa das Ende der fundamentalen Gegensätze in der weltpolitischen Konstellation. Entspannung ist in den Augen der westlichen Staatsmänner lediglich ein Mittel zur Begrenzung der Formen und der Bereiche des West-Ost-Konfliktes und nicht die Chance zur Beendigung desselben. Sie ist die Politik, die bei Respektierung des Status quo Formen nichtmilitärischer Konfliktregelung benutzt und einen Ausgleich der gegensätzlichen Ziele und Interessen anstrebt. Deshalb erleichtert natürlich Entspannung die Kriegsverhütung, weil sie die Häufung möglicher Konflikte vermeidet, die immer wieder die Gefahr in sich bergen, auszuarten und ausser Kontrolle zu geraten. An die Stelle einer Politik der begrenzten kalkulierten Konfrontation der fünfziger und anfangs sechziger Jahre (genannt kalter Krieg, Stichwort: Raketenkrise in Kuba) trat die Entspannungspolitik als eine Politik der begrenzten Kooperation. Zur Entspannungspolitik in dieser Wortbedeutung gibt es selbstverständlich keine Alternative, aber nur zu dieser Entspannungspolitik. Auch wir, unsere Fraktion, treten dafür ein. Sie setzt aber ein Gleichgewicht der Kräfte weltweit und auch in Europa unabdingbar voraus. Fehlt es an diesem Gleichgewicht, so muss es wieder hergestellt werden, was derzeit mit dem Nachrüstungsbeschluss der NATO-Allianz angestrebt wird. Auf sowjetischer Seite bedeutet Entspannungspolitik - oder wie sie auch genannt wird die friedliche Koexistenz - etwas ganz anderes. Sie ist nämlich «eine spezifische Form des Klassenkampfes in der internationalen Arena.» Bezeichnenderweise wird die friedliche Koexistenz im sowjetischen Wortgebrauch definiert, ohne dass das Wort Frieden in der Definition vorkommt. Kulminationspunkt der Entspannungspolitik war die heute schon viel genannte KSZE-Schlussakte von 1975, unterzeichnet von den bedeutendsten Staatsechefs und Regierungschefs der westlichen und der östlichen Welt. Diese KSZE-Deklaration ist nun von der Sowjetunion und von Polen selber gröblich

verletzt worden. Die Schlussakte von Helsinki hat sowohl - und das scheint mir wichtig zu sein - einen vergangenheitsbezogenen wie einen in die Zukunft weisenden Aspekt. Mit dem erstge-

Pologne. Interventions personnelles 274 8 mars 1982 nannten ist die Absegnung des territorialen Status quo gemeint, wie er aus dem Zweiten Weltkrieg resultiert hatte. Es handelte sich hier um eine ausgesprochene Vorleistung der westlichen Staaten, dem Osten natürlich hochwillkommen. Das zukunftssträchtige Element - und hier wende ich mich auch an Herrn Aider - ist die Ingangsetzung des Prozesses der Durchsetzung der elementarsten Menschenrechte auch im Ostblock. Und daran ist nun vor allem die westliche Welt interessiert. Die Hoffnungen haben nicht völlig getrogen. Die Sowjetunion hat zwar durch die Schlussakte den territorialen Status quo in Mitteleuropa abgedeckt, dafür ist nun ihr innerer Status quo, in ihrem eigenen Satellitenreich, durch die gleiche KSZE-Akte etwas in Bewegung geraten. Auch die Ereignisse in Polen zeugen von dieser Interpretation. Ich komme zum Schluss: Aus diesem Grunde haben auch wir Schweizer alles Interesse, dass dieser KSZE-Prozess weitergeführt werden kann, realistisch natürlich, und seine Wirkungen, die langfristiger Natur sind, im Osten entfalten kann. Steter Tropfen höhlt den Stein. Das dürfte auch hier gelten. Und wohl nur auf diesem Wege, von innen her, wird ein echter Abbau der Spannungen auf lange Sicht bewirkt werden können. Lassen wir uns von dieser langfristigen Erwartung nicht abhalten durch die Irrungen und Turbulenzen der Konferenz in Madrid. Wir danken Herrn Bundesrat Aubert, dass er durch seine Interventionen in Madrid versucht hat, die Konferenz in bessere Zeiten hinüberzuretten. Wir hoffen, dass er auch weiterhin unseren Standpunkt und unsere Interessen mit Festigkeit, gleichzeitig aber gepaart mit der einem Kleinstaat angemessenen Zurückhaltung, vertreten wird. Oehler: Die polnische Lektion, die uns in den vergangenen Monaten, vor allem aber seit dem 13. Dezember des vergangenen Jahres, erteilt wurde, ist mit den Vorstellungen der Gründerväter des Kommunismus, vor allem aber mit Lenin und Stalin, zu erklären. Dieser Leninismus-Stalinismus hat sich ja selbst definiert als eine Herrschaft durch nackte Gewalt und offenen Zwang, die nur dem Gesetz politischer Zweckdienlichkeit gehorcht, als unbegrenzte Konzentration von wirtschaftlicher, politischer, polizeilicher und auch kultureller Macht in der Hand einer einzigen Partei. Aus diesem Grunde hat in einem kommunistischen Staat keine andere Bewegung als die offizielle Partei eine Überlebenschance, weil sich diese Partei aus ihrem Selbstverständnis nicht reformieren, sondern nur selbst zerstören kann. Spätestens am 13. Dezember 1981 musste das auch die freie Gewerkschaft Solidarität in Polen erfahren. Zuvor erfuhren alle katholisch-politischen Gruppierungen, namentlich die beiden Parlamentsvertretungen PAX und ZNAK die brutale Härte der Staatsallmacht. Wenn im Unterschied dazu die katholische Kirche in Polen eine Sonderrolle spielen konnte und sich vom laizistischen Staat nicht verdrängen liess, dann ist das mit der Geschichte der Kirche, dem Verhältnis des Bürgers zu dieser Kirche, vor allem auch mit der Unerschrockenheit der polnischen Kirchenführer und dem christlichen Glauben des polnischen Volkes zu begründen. Auch heute lässt sich diese Kirche nicht unterkriegen, obwohl der kommunistische Staat mit allen Mitteln und mit durchdachter Brutalität versucht, das Volk zu isolieren, Freiheitsbewegungen abzuwürgen und täglich daran ist, die grundlegenden Menschenrechte mit Füßen zu treten. Was hat die Entspannung in den letzten Jahren gebracht? Zum Glück keinen universellen Krieg, könnte man antworten! Dafür aber die sowjetische Aufrüstung, die Machtvergrößerung und Expansion von Vietnam, Kambodscha, Laos, über Angola, Mocambique und Afghanistan bis hin nach Mittelamerika. Das auf der einen Seite, Nachgeben auf der anderen Seite. Die

Frage ist berechtigt, ob es zu dieser Ent- spannungspolitik keine Alternative gibt. Entspannung bezieht sich dabei nicht nur auf Europa, wie der deutsche Bundeskanzler Schmidt zu erklären pflegt. Und Herr Braun- schweig wird sich hier in Sachen Entspannungspolitik an Christian Morgenstern halten, wobei «nicht sein kann, was nicht sein darf». Die Vorgänge in Polen sind keine innerstaatliche Angele- genheit mehr! Wer von uns verlangt, die Polen-Krise und den Freiheitsraub am polnischen Volk zu übersehen, weil dies ein rein innerstaatliches Problem sei, betreibt unserer Ansicht nach Kulissenschieberei, wie auch Geschichtsver- fälschung! Zum einen hat auch die polnische Regierung die Schlussakte von Helsinki unterschrieben. Viel wichtiger ist in diesem Zusammenhang aber die Unterschrift der Sowjet- union! Die Sowjetunion wie Polen haben zusammen mit allen anderen 33 Regierungen unterschrieben, dass sie sich beispielsweise der Androhung oder Anwendung von Gewalt gegen die territoriale Integrität oder politische Unabhängig- keit enthalten werden. Und ebenso erklärten alle Signatar- staaten, dass sie das Recht der Völker respektieren, frei über ihren politischen Status ohne Einmischung von aussen zu entscheiden. Die Sowjetunion - und das wissen wir - hat seit Beginn der Reformbewegung in Polen systematisch versucht, dem polnischen Volk das Recht auf die Gestal- tung seiner eigenen Zukunft zu verwehren. Es macht dabei unserer Ansicht nach keinen Unterschied, ob nun ein polni- scher oder aber ein sowjetischer General diese Reformver- suche abgewürgt hat. Dass dieser Etikettenschwindel aber auch bei uns teilweise zu einem erfolgreichen Unterfangen werden kann, hat bei- spielsweise Radiodirektor Andreas Blum am 13. Februar, also zwei Monate nach dem kommunistischen Staatsstreich in Polen, mit seinem Artikel im «Bund» bewiesen. «Unser» Radiodirektor Blum degradiert in diesem Zeitungsbeitrag beispielsweise den deutschen Bundeskanzler Schmidt und den französischen Präsidenten Mitterrand wegen ihrer Teil- nahme an der bekannten Polen-Fernsehsendung nicht nur zu Prostituierten, sondern er schreibt von General, Partei- sekretär und Ministerpräsident Jaruzelski, er sei ein Patriot, kein Verräter! Den Gipfel der Unverfrorenheit gegenüber all jenen, die heute im Gefängnis sitzen, erklimmt Radiodirek- tor Blum, wenn er die Schuld am Kriegszustand in Polen der Radikalität der Gewerkschaft Solidarität in die Schuhe zu schieben versucht. Noch haben wir nicht vergessen, dass der gleiche Herr Blum einmal Präsident von Amnesty Inter- national in unserem Land war. Herr Blum weiss vielleicht auch nicht, dass der Oberbefehlshaber der Warschauer Paktruppen der Sowjetgeneral Kulikow ist und in Polen heute an die 50000 Soldaten der Sowjetunion stehen! Ernst zu nehmenden und glaubwürdigen Informationen zur Folge sind heute zwischen 30000 und 50000 Polen und Polinnen im Gefängnis. Sie seien - so die offiziellen Anga- ben aus Warschau - interniert. Mit dieser Verharmlosung soll die Tatsache aus der Welt diskutiert werden, dass diese Leute politische Gefangene ihres eigenen Staates sind. Ihr Vergehen besteht darin, dass sie für eine Entwicklung ihres Staates und ihres Volkes in Freiheit eintraten, sich für die freie Entfaltung des Mitmenschen einsetzten und generell für die Beachtung der grundlegenden Menschenrechte votierten, dafür streikten und dafür auch mit Worten kämpf- ten. Wie traurig scheint es uns, wie niederträchtig und auch wie verabscheuungswürdig, dass eine sogenannte Regie- rung deswegen ihre eigenen Mitbürger zu Tausenden ins Gefängnis steckt! A propos Gefängnisse: Übers Wochen- ende konnten wir erfahren, dass im Durchschnitt pro Gefangener knapp mehr als 3 Quadratmeter Raum zur Ver- fügung stehen, die ärztliche Versorgung ungenügend und die Verpflegung miserabel sei! Dem polnischen Arbeiterführer Lech Walesa hat sein muti- ger Kampf für die Sache der Freiheit beim eigenen Volk wie auch im Ausland viel Ruhm und Anerkennung eingebracht, zu Hause

aber eine Gefängnisstrafe auf unbestimmte Zeit. Unser Zorn gegen das unmenschliche und totale Regime in Warschau wird noch grösser, wenn wir heute vernehmen, dass der gleiche Walesa noch nicht einmal jenes Kind, das seiner Familie vor zwei Monaten geboren wurde, gesehen hat, nur weil er sich für seinen Staat und für sein Volk einsetzt! Das kommunistische Regime und namentlich die Sowjetunion haben sich nach diesem militärischen Überfall

8. März 1982 275 Polen. Persönliche Vorstösse - oder nach der von Moskau verlangten Selbstbesetzung - in Polen unseres Erachtens ein weiteres Mal demaskiert! Innerhalb von weniger als zwei Jahren sind damit die Freiheitsbestrebungen eines Volkes in Asien und eines Volkes in Europa mit Russen getreten worden! Die Sowjetunion hat damit ein weiteres Glied in ihrer politischen Gefängniskette um 300 Millionen Menschen geschmiedet! Wir in der freien Welt können nicht oft und eindrücklich genug auf die Methoden der sowjetischen Unrechtssysteme hinweisen. Es genügt dabei auch nicht, wenn wir die Sowjets sich hinter den Jalta-Verträgen verstecken lassen! In jenem Vertragswerk steht nämlich geschrieben, dass in Polen freie Wahlen abgehalten werden müssen, damit die Polen selbst über ihre Zukunft entscheiden können. Wir gehen wohl nicht fehl in der Annahme, dass jene Wahlen nie stattfinden werden! Unsere Regierung hat dem Schweizervolk aus dem Herzen gesprochen, als sie Mitte Dezember die Machtübernahme in Polen und die Einsetzung einer Militärjunta scharf verurteilte. Die spontanen Aktionen unseres Volkes zugunsten der bedrängten polnischen Bevölkerung haben den Kurs des Bundesrates eindrücklich unterstützt. Deshalb würde es auch nicht verstanden werden, sollte jetzt ein Schrittwechsel oder sogar eine Kurskorrektur vorgenommen werden! Im Fall Polen wie im Fall Afghanistan, bei den Ereignissen in der CSSR und auch in Ungarn, ja mit Blick auf das ganze sowjetische Unrechtssystem dürfen wir uns nicht mit einem Hinweis auf unsere Neutralität um eine Stellungnahme drücken. In diesem Sinn danken wir auch dem Herrn Aussenminister für seine Stellungnahme in Madrid, und wir hoffen, dass die mutige Haltung unseres Bundesrates auch in Zukunft die Haltung gegenüber Polen kennzeichnen wird. Präsidentin: Das Wort hat Herr Dürr zur Begründung seiner Motion. Dürr: Unter dem erschreckenden Eindruck der damaligen Meldungen und Berichte aus Presse, Radio und Fernsehen reichte ich am 15. Dezember 1981 diese Motion ein. Dass Polen Hilfe braucht, ist wohl heute noch unbestritten. Ungeachtet der Ursache ist es unsere Pflicht, dort zu helfen, wo Menschen in Not sind. Diesem Grundsatz haben die Schweizer immer nachgelebt. Solche Hilfsmassnahmen sind, unter anderem auch im Rahmen der staatlichen Hilfe, gemäss Bundesgesetz über die Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe, möglich. Ich stelle mich mit meiner Motion grundsätzlich hinter die Interventionskriterien und Prioritäten dieses Gesetzes, wie sie in der seinerzeitigen Botschaft vom 27. Mai 1981 über die Weiterführung der humanitären Hilfe dargestellt wurden. Ich habe daher auch keine detaillierten Wünsche und stelle keine extravaganten Anträge. Es wird dem direkt betroffenen Polen auch gleichgültig sein, wie er die Hilfe erhält. Hauptsache ist ihm, dass er sie erhält. Ob unter dem Begriff «nicht operationelle humanitäre Hilfe» Geldbeträge und Sachleistungen an humanitäre Programme von nationalen oder internationalen Hilfsorganisationen geleistet werden oder ob der Bund eigene Programme durchführen will, ist für mich ebenfalls zweitrangig. Erstrangig und überaus wichtig ist, dass sich der Bund auch in solchen Situationen engagiert und dass der Empfänger solcher Hilfen nicht der polnische Staat, sondern seine Bewohner sind. Das Schicksal Polens hat in der Schweiz zu einer ungeheuren, grossen Solidaritätswelle geführt. Neben den offiziellen Hilfswerken wie Schweizerisches Rotes Kreuz, Caritas,

HEKS, Schweizerisches Arbeiterhilfswerk, haben sich Private formiert und in gezielten Aktionen Geld, Hilfsgüter und Nahrungsmittel gesammelt und versandt. Unter anderem die «Schweizer Illustrierte», die Denner AG, kleine Hilfswerke usw. Auf dem offiziellen Spendekonto sollen rund 8 Millionen zusammengekommen sein. Die Caritas hat angeblich 158 Tonnen gespendete Lebensmittel und Kleider versandt. Seit Januar 1981 sind - laut Angaben durch die Caritas - 1026 Tonnen Hilfsgüter nach Polen geschickt worden. Das Schweizerische Rote Kreuz übernimmt vor allem die Versorgung im medizinischen Bereich mit Medikamenten, Instrumenten, Verbandsmaterial und Hygieneartikel. Angesichts dieser ertreulichen Tatsache kann man sich fragen, ob sich der Bund dennoch engagieren soll. Ich würde ja sagen, vielleicht aber eher längerfristig. Folgende Gründe sprechen dafür. 1. Bei einem umfangreichen und dokumentierten Spendewillen der Bevölkerung - die Totalsumme soll etwa 15 bis 20 Millionen betragen - darf der Bund nicht abseits stehen. 2. Die Spendefreudigkeit des Schweizervolkes hat den Höhepunkt wahrscheinlich erreicht. Die verfügbaren Gelder stehen noch während einiger Monate zur Verfügung. Was geschieht nachher? Ich glaube, dann müsste sich der Bund zusätzlich engagieren, weil dann die Hilfe nicht einfach eingestellt werden kann. 3. Polen geht uns näher als andere Länder. Man darf Polen in seiner besonderen Situation nicht mit den klassischen Entwicklungsländern vergleichen, obwohl sachlich die gleichen Anzeichen wie Hunger und Mangel an täglichen Gebrauchsgütern und Medikamenten anzutreffen sind. 4. Die Lage hat, wenn auch wirtschaftlich bedingt, katastrophale Dimensionen angenommen, und die Leidtragenden sind namentlich die Familien mit Kindern und die alten Leute. 5. Wirtschaftliche Hilfe ist aus der Sicht des Westens vorläufig nicht erwünscht. Damit wird aber die polnische Wirtschaft umso länger haben, bis sie wieder in der Lage ist, für die Versorgung des Landes aufzukommen. Um so dringender ist, dass die humanitäre Hilfe zugunsten der Bevölkerung langfristig geplant, koordiniert und ausgestaltet wird. 6. Dem Westen muss es darum gehen, mit Polen ein Zeichen zu setzen. Alle politischen Deklarationen und Beteuerungen für die Einhaltung der Menschenrechte sind leeres Geplapper, wenn wir den konkreten Fall nicht ernst nehmen, und das ist die Unterstützung der polnischen Bevölkerung. Ein ausgehungertes Polen lässt sich leichter unterdrücken und verfällt leichter in die Resignation als ein Polen, das die Solidarität des Westens im Kampf gegen die Machthaber im Kreml spürt. Die tatkräftige Unterstützung einer solchen humanitären Hilfe ist also auch ein politischer Akt, der mindestens soviel zählt wie Erklärungen zur Einhaltung der Menschenrechte und der auch Neutralen zusteht. Im Rahmen ihrer besonderen Aktion für Polen soll die Schweiz auch auf internationaler Ebene sich dafür einsetzen, dass die humanitäre Hilfe, eben gerade aus obgenannter politischer Optik heraus, wirksam in günstigerem Ausmass erfolgen kann. Ich bitte den Rat, meine Motion erheblich zu erklären. Präsidentin: Zu den Interpellationen wird Diskussion verlangt. Abstimmung - Vote Für Diskussion Dagegen offensichtliche Mehrheit Minderheit Gerwig: Ich möchte im Rahmen der Diskussion über die beiden Interpellationen der Freisinnigen und der CVP auch noch - so nebenbei - die Motion Dürr unterstützen. Hier im Rate, hat sich ein Komitee «Polen in Not» gebildet, das gezeigt hat, dass auch in diesem Rate parteipolitisch unabhängig sich Ratsherren für Polen einsetzen. Ich denke an das Komitee, das von Kollege Günter präsiert wird. Herr de Capitani hat - ohne in Parteipolitik zu machen - seine Interpellation begründet. Ich bedauere, dass Herr Oehler hier wieder andere Wege gegangen ist. Es ist kein Zweifel, dass Herr Blum Jaruzelski nicht als einen Volkshelden dargestellt hat. Im übrigen gibt es sicher eine grössere Sctiande, als einmal Präsident der Amnesty International gewesen zu sein, in der

sich sehr viele Demokraten der ganzen Welt zusammengetan haben, um gegen das Unrecht in der Welt zu kämpfen. Dies zur Einleitung. Ich beurteile die Lage in Polen ganz gleich wie fast alle hier in diesem Saal. Wie schon in der Tschechoslowakei, ist

Pologne. Interventions personnelles 276 N 8 mars 1982 auch hier wohl die Hoffnung eines ganzen, schon so oft in der Geschichte geknechteten Volkes brutal geknickt worden, geknickt vor allem auch die Hoffnung aller Arbeiterinnen und Arbeiter der Gewerkschaft Solidarität, aber auch aller anderer Menschen dort, von Jungen und von Alten, die die Hoffnung hatten, zumindest einigermaßen ihre Geschichte selbst bestimmen zu können. Eine freie Volksabstimmung in Polen würde wahrscheinlich etwa 98 Prozent Zustimmung zugunsten der Ziele der Solidarität ergeben, dies zeigt auch das Hoffnungslose dieser Situation an. Und nun ist dieses Land ja völlig am Boden! Die Freiheit ist weit entfernt. Hunger, Not und Krise - Herr Dürr hat es gesagt - sind eingekehrt. Hunger!, und dies so nahe bei uns, bei Hunderttausenden von Menschen in diesem Lande! Ich glaube, hier müssen wir unabhängig von Parteizugehörigkeit alles tun, um diesen Menschen in diesem Lande zu helfen, mit Medikamenten, mit Nahrungsmitteln und - ich ziehe hier ab auf Punkt vier der freisinnigen Interpellation, über den Herr de Capitani nicht gesprochen hat - wohl auch mit Finanz- und Wirtschaftshilfe, wenn es irgendwie geht. Ich erinnere an Spanien und Portugal. Als Spanien und Portugal sich vom Faschismus befreiten, war es vor allem die Bundesrepublik Deutschland, die mit unglaublicher Wirtschaftshilfe und Geld diese beiden Staaten möglicherweise wieder vor einer undemokratischen Situation gerettet hat. Wäre damals alles anders gegangen, wären Spanien und Portugal vielleicht wieder in einem anderen Lager. Das gleiche gilt nun meines Erachtens auch für Polen. Das polnische Volk muss wissen, dass es noch Länder gibt, die nicht auf das äussere Regime abstellen, sondern bereit sind zu helfen, wenn für die Menschen in diesem Lande Hilfe nötig ist. Ich bin dafür, dass über die Frage von Wirtschaftsmassnahmen zum Beispiel gegen Russland durchaus diskutiert werden kann; ob sie etwas nützen, ist aber eine andere Frage. Als Gegner jeder antifreiheitlichen Macht habe ich nie ganz begriffen, dass die Wirtschaft wohl politisch immer ganz antikommunistisch war, dass aber diese Überlegungen rasch zurückgetreten sind, wenn es um wirtschaftliche Beziehungen ging. Noch nie war das Exportvolumen zum Beispiel der USA mit Russland so gross wie heute, und die die USA selbst schützenden Weizenlieferungen werden weitergeführt. Wirtschafts- und Finanzhilfe für das polnische Volk - dazu möchte ich auch Herrn Aubert hören - ist aber etwas anderes. Es ist nötig, dass der Westen dem freiheitshungrigen polnischen Volk diese Hilfe neben allem anderen gibt. Hoffnung und Vertrauen sind tatkräftige Hilfe. Wir dürfen uns später nicht sagen lassen, dass wir dieses Volk in schwerster menschlicher Not im Stich gelassen hätten, weil wir Falsche bestrafen wollten. Ich glaube, hier sollte sich der Bund doch vermehrt engagieren, und ich wäre dankbar, wenn Herr Aubert auch noch die Frage 4 der freisinnigen Interpellation beantworten würde. Der Kampf gegen die Machtpolitik Russlands kostet eben nicht nur Worte, sondern auch Geld und viel Vertrauen. M. Gautier: Le groupe libéral est heureux que ce Parlement ait accepté la discussion des deux interpellations, car cela lui donne l'occasion d'exprimer publiquement sa profonde sympathie au peuple polonais, une fois de plus sacrifié. Les Suisses ne peuvent que compatir aux souffrances d'un peuple héroïque, victime depuis des siècles de ses puissants voisins, qu'ils se soient appelés Empire, IIIe Reich ou République, voisins qui l'ont asservi, qui l'ont partagé, qui l'ont persécuté, mais qui ne l'ont jamais soumis. Les événements de décembre ne nous ont, hélas, qu'à moitié étonnés. Il fallait en effet être terriblement optimiste pour penser qu'un régime communiste pourrait longtemps tolérer un début de

libéralisation. Aucun régime totalitaire, qu'il soit de droite ou de gauche, du nord ou du sud, de l'ouest ou de l'est, ne supporte l'affaiblissement de sa mainmise totale sur les individus. Plus un Etat se veut fort, plus il intervient dans le domaine privé, moins on peut espérer le voir respecter les droits de l'homme et les libertés individuelles, et cela même s'il a signé et paraphé l'Acte final d'Helsinki. C'est tellement vrai que le régime du général Jaruzelski a cru bon d'aviser les puissances signataires de cet acte qu'il renonçait à l'appliquer jusqu'à nouvel avis, c'est-à-dire Dieu sait jusqu'à quand. Que pouvons-nous faire, nous, Suisses, devant cette situation? Certainement plusieurs choses, tant en paroles qu'en actes. En paroles, les condamnations n'ont pas manqué, et nous tenons à féliciter encore le Conseil fédéral d'avoir été l'un des premiers, en décembre, à condamner ce qui se passait en Pologne. Sa déclaration ferme et d'une grande énergie a été d'autant plus efficace que notre gouvernement ne condamne que très rarement, et il a raison, un événement international. La rareté de ses interventions souligne encore mieux la gravité de l'événement à propos duquel il s'exprime. Ensuite, M. Aubert - et je tiens ici à féliciter personnellement le chef du Département des affaires étrangères de son intervention - a proposé de suspendre la Conférence de Madrid. Il était en effet absurde de continuer à discuter de la mise en oeuvre d'un accord sur la coopération et la sécurité en Europe, alors que certains de ses signataires le violaient ouvertement. On en a parlé tout à l'heure, Monsieur le Conseiller fédéral, et l'on vous a même reproché, dans les rangs du Parti socialiste - si mon souvenir est exact - d'avoir été trop rapide et spectaculaire dans votre intervention. Je crois que c'est la première fois, depuis neuf ans que je siége dans ce Parlement, que j'entends dire que le Conseil fédéral est trop rapide, en tous cas dans le domaine des affaires étrangères. Je suis un peu étonné que l'on vous fasse ce reproche d'être spectaculaire, car ceux-là mêmes qui vous l'ont adressé, demandent une politique étrangère plus active. Je ne crois pas que vous ayez eu tort d'attendre l'opinion et le consensus des autres pays neutres et non alignés. Vous nous l'avez dit très justement tout à l'heure, la neutralité suisse n'est pas exactement la même que la neutralité autrichienne, suédoise ou finlandaise, et cela peut nous amener à avoir des points de vue et des actions divergents. Je crois que même nos amis autrichiens le comprennent. Que pouvons-nous faire en actes, après avoir parlé de ce que nous avons fait en paroles? Je pense que l'on peut faire un certain nombre de choses: il y a beaucoup de moyens pratiques d'aider le peuple polonais. La motion de M. Dürr va d'ailleurs dans ce sens. Toutefois, il y a un moyen parmi les autres sur lequel je voudrais insister, c'est l'accueil des réfugiés. C'est ici autant à l'opinion publique qu'à vous, Monsieur le Conseiller fédéral que je m'adresse. On commence en effet à entendre des avis, heureusement encore très rares, selon lesquels nous accueillerions trop de réfugiés en général, et de réfugiés polonais en particulier. Il y a des réflexes xénophobes, hélas, qui ont la vie dure. Nous ne pouvons, à la fois, condamner le gouvernement polonais, assurer le peuple polonais de notre sympathie et refuser l'accueil de réfugiés. Ce serait trop facile. Je sais que cet accueil peut poser des problèmes pratiques: questions de logement, de places de travail. Mais ce n'est pas la venue d'un ou deux milliers de travailleurs polonais qui mettrait en danger les places de travail suisses qui sont, comme vous le savez, au nombre de plus de trois millions. Du reste, je crois que l'on peut faire confiance au Conseil fédéral pour ne pas aller trop loin dans ce domaine. Nous serions simplement heureux qu'il aille assez loin. Sincèrement, je crois que nous devons au peuple polonais, non seulement des paroles, mais des actes. Quand il s'agit de réfugiés, toute réaction égoïstement xénophobe serait encore plus haïssable qu'à l'ordinaire. Telle est l'opinion que le groupe libéral désirait exprimer au cours de ces débats. Hofmann: Ich möchte zu den vorliegenden Interpellationen und zu der zur Diskussion stehenden Motion

einige Erklärungen von selten der SVP abgeben. General Jaruzelskis Regime ist - wie Kollege de Capitani erklärte - eine Gewaltherrschaft gegen das eigene Volk. Die Unterdrückung, die in Polen von Landsleuten gegen Lands-

8. März 1982 277 Polen. Persönliche Vorstösse leute geübt wird, weist nicht minder brutale Züge auf als die einer fremden Besetzungsmacht. Vergessen wir nicht, dass das Kriegsrecht nicht durch den legitimen Kampf um Reformen herbeigeführt wurde, sondern das Ergebnis eines bankrotten Wirtschafts- und Gesellschaftssystems darstellt, das - gestützt durch sowjetische Bevormundung - jede lebensnotwendige Erneuerung verhindert. Opfer dieser Repression sind nicht nur einzelne Dissidente oder nur die Gewerkschaften, sondern das ganze polnische Volk. Angesichts der brutalen Unterjochung des polnischen Volks erschien es uns unverständlich, dass ein Mitglied dieses Rates in einem Interview die Situation der polnischen Arbeiter mit derjenigen der Schweizer Arbeiter verglich und sagte: «In Sachen Ferien und Arbeitszeit hatte <Solidarität> vor dem Militärputsch Dinge durchgesetzt, von denen wir hierzulande nur träumen.» Ebenso sonderbar mutete es uns an, als ein anderer namhafter Politiker in der Kolumne einer unserer Tageszeitungen erklärte, im Grunde genommen sei das polnische Volk an seiner Situation selbst schuld. «Solidarität», so sagte er, «habe die Schraube so lange überdreht, das Land so desorganisiert, die Machthaber im Kreml so stark herausgefordert, dass eine gewaltsame Lösung schliesslich unvermeidlich gewesen sei.» - Inzwischen hat diese gewaltsame Lösung viele Tote und Hunderte von Verletzten gefordert, zu Massenverhaftungen und Internierungslagern geführt und den inneren Frieden dieses schwergeprüften Landes wohl auf lange Zeit ausgelöscht. Dass die Ermordeten die Schuld gewissermassen selbst treffe, darauf arbeitet die sowjetische Propaganda seit Monaten mit Geduld und Geschick hin; es sollte sich niemand für diese Propaganda einspannen lassen. Auf die eigentlichen Urheber in Moskau, die sich eines Generals bedient haben, fällt denn auch nur ein eher diffuses Licht. So wurde die Sowjetunion im Text der zur Diskussion stehenden Interpellationen nirgends namentlich erwähnt. Ich bin aber dankbar, dass nun die Begründer der Interpellationen auf den diesbezüglichen wahren Stellenwert der Sowjetunion hingewiesen haben. Die Unterdrückung des polnischen Volks bringt eine gefährliche Wahrheit ans Licht, nämlich dass die Entspannungspolitik leider wieder einmal eine kardinale Prüfung nicht bestanden hat. Wer heute noch an der Tatsache vorbeisieht, dass von Wladiwostok bis Magdeburg ein monströses Riesenimperium einige hundert Millionen Menschen unter der Knute hält und 1953, 1956, 1968 und 1981 jegliche Versuche, den Menschenrechten etwas mehr Raum zu schaffen, brutal unterbunden hat, ist entweder ein hoffnungsloser Naivling oder er betreibt das Spiel Moskaus. Die unmissverständliche Sprache unseres Aussenministers, Bundesrat Auberts, im Rahmen der KSZE in Madrid zur Lage in Polen findet deshalb auch die volle Anerkennung und Unterstützung der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei. Leider werden in Europa nicht nur in Polen und im übrigen Ostblock Menschenrechte verletzt; Menschenrechtsverletzungen in anderen Ländern, etwa in der Türkei, sind ebenso zu verurteilen. Die Militärregierung der Türkei hat aber keine demokratischen Reformversuche zerschlagen, sondern versucht, mit dem links- und rechtsextremistischen Terrorismus fertig zu werden, dem schliesslich jeden Tag 20 bis 30 Menschen zum Opfer fielen und mit dem die parlamentarischen Regierungen leider nicht fertig wurden. Doch zurück zu Polen: Solange die Sowjets an der polnischen Grenze stehen (Gewehr bei Fuss, zum Dreinschlagen bereit, falls es Jaruzelski nicht gelingen sollte, die moskowitzische Ordnung wieder herzustellen), solange zeigt die aussenpolitische Grosswetterlage kaum Tendenzen zur Aufhellung. Dem Gedankengut aus Kreisen der

Friedensbewegung, die - in teils naiver Fehlbeurteilung der menschlichen Natur, teils in gezielter Strategie zur Schwächung unserer gesellschaftlichen Ordnung - einen Verzicht auf unsere Armee verlangt, ist klar mit dem Hinweis entgegenzutreten, dass Gewalt nötigenfalls leider nur durch Gewalt in Schach gehalten werden kann.

Gesprächsbereitschaft wird auf der Gegenseite leider nur dann ernst genommen, wenn man weiss, dass mit Gewalt nichts zu erreichen ist. Wir halten andererseits dafür, dass, wo immer wir Hilfe leisten können, wir das auch tun sollten. In diesem Sinne möchten wir das, was Herr Kollege Dürr mit seiner Motion angeregt hat, im Rahmen des Möglichen unterstützen. M. Magnin: Depuis près de deux heures, nous assistons dans cette enceinte à un déferlement oratoire anti-soviétique hystérique (protestations!), hystérique dans son contenu en tout cas! C'est pourquoi je voudrais tout de même me permettre de faire quelques remarques à propos des interventions de MM. Aider, Friedrich et Oehler et, surtout, savoir ce qu'ils veulent. Ils sont venus dire à cette tribune qu'il fallait, pratiquement, arrêter de négocier, toute négociation n'étant qu'illusion. L'un d'eux a même dit qu'il fallait, en fait, rompre les relations économiques ou, du moins, les bloquer. Mais si dans le monde actuel, il faut arrêter de négocier, et bien! dans quelle direction irons-nous? Ne trouvez-vous pas que les tensions internationales sont déjà suffisamment dangereuses pour ne pas en rajouter? Ne pensez-vous pas que la seule solution, pour éviter la guerre, aujourd'hui, est la négociation? Nous pouvons avoir des opinions différentes quant aux responsables de la tension internationale. Vous, qui êtes montés à cette tribune, vous voyez uniquement les responsables dans la politique de l'Union Soviétique; pour vous, la seule puissance qui menace la paix c'est toujours l'Union Soviétique, comme si, dans l'histoire de l'humanité, il n'y avait pas eu de guerres avant que n'existe cet Etat. Je me permettrai quand même de vous rappeler que, en septante ans, il y a eu trois grandes guerres mondiales: 1870, 1914, 1939. Une de ces guerres a-t-elle été déclenchée par l'URSS? (Brouhaha). En 1870 et en 1914 l'Union Soviétique n'existait pas et en 1939 la guerre n'a pas été déclenchée par celle-ci. Ces trois grandes guerres ont été déclenchées par des puissances capitalistes, par des puissances impérialistes. Est-ce la réalité oui ou non? Je voudrais aussi vous rappeler une chose: à vous qui parlez tous de l'arme nucléaire; vous rappeler qu'il n'y a aujourd'hui qu'une seule puissance qui ait utilisé cette arme, et elle l'a utilisée sur des populations civiles, inutilement, faisant plus de 200 000 morts à Nagasaki et à Hiroshima! Cette puissance se nomme les Etats-Unis! Vous ne devriez tout de même pas perdre cela de vue. Est-ce que pour vous Reagan représente la colombe de la paix? C'est l'homme qui affirme que toute sa politique n'a qu'un but: reprendre pour son pays l'hégémonie sur le monde, redevenir le gendarme de la terre, c'est là son objectif. Ne pensez-vous pas que cette politique menace tout autant la paix que le «surarmement de l'Union soviétique», comme vous l'appelez? Oubliez-vous qu'aujourd'hui, la plupart des peuples de l'Amérique latine et de l'Amérique centrale se dressent contre les juntes facistes qui ne sont encore au pouvoir que grâce à l'appui des Etats-Unis? Oubliez-vous qu'au Salvador Pax Christi a envoyé une délégation d'évêques enquêter sur place et que cette délégation est revenue en affirmant qu'il y avait eu 10000 morts, 10000 personnes assassinées l'année dernière, et que sur ce nombre 80 pour cent ont été les victimes de la junte ou des hommes à son service? Vous savez aussi que cette junte n'existe et ne se maintient au pouvoir qu'avec l'appui des Etats-Unis, je le répète. Je veux bien alors, Messieurs, que l'on dise que la menace vient d'un seul côté, mais cela ne correspond pas à la réalité! Je vous donnerai encore un autre exemple: prenez une carte de l'Europe et voyez si l'Union Soviétique n'est pas entièrement cernée, de la Grande Bretagne à la Turquie, par des dizaines de bases militaires américaines. Y a-t-il, à proximité des côtes

américaines, des bases soviétiques? Une fois, les Soviétiques ont voulu installer des fusées à Cuba et Kennedy a exigé leur retrait, sinon c'était la guerre! Mais, aujourd'hui, en Turquie, il y a plus d'une dizaine de bases, avec des fusées, nucléaires aux frontières de l'URSS. Vous oubliez aussi que l'Union Soviétique a perdu 36-N

Pologne. Interventions personnelles 278 N 8 mars 1982 20 millions de morts dans la dernière guerre et qu'elle peut aussi avoir des préoccupations. Encore une fois, je crois que ces éléments doivent être pris en considération lorsque l'on veut examiner quelle est la situation réelle dans le monde. Oui, il y a une grave tension et certes les responsabilités ne sont pas à sens unique. Notre pays devrait apporter sa contribution à la recherche de la détente internationale, et pour ce faire, il faut qu'il y ait des négociations. Ne pensez-vous pas que tous les efforts doivent être faits, quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur les responsabilités qui existent aujourd'hui dans cette tension internationale, tous les efforts doivent être faits pour éviter la guerre en utilisant la voie du désarmement, du nucléaire en priorité. Dans ce domaine, la Suisse doit, dans toutes les circonstances, apporter sa contribution et ne pas suivre les va-t-en guerre qui sont venus à cette tribune. J'ajouterai que je comprendrais que M. Pierre Aubert ait frappé sur la table à Madrid, à propos des événements de Pologne, et en ce qui concerne la continuation des discussions dans cette conférence, je comprendrais mieux son indignation si elle n'était à sens unique. Parce que Monsieur Aubert, vous n'aviez pas seulement en face de vous le représentant de la Pologne, mais vous aviez aussi M. Haig, qui est le représentant des Etats-Unis, qui a aussi signé l'Acte final d'Helsinki et qui, aujourd'hui, appuie militairement et économiquement, la junte salvadorienne. Cela vous le savez, est-ce respecter les droits de l'homme? Est-ce conforme à l'Acte final d'Helsinki? Vous aviez aussi en face de vous le ministre des affaires étrangères de Turquie. Vous savez aussi ce qui se passe dans ce pays. Récemment, les instances dirigeantes de la Turquie ont déclaré elles-mêmes qu'en ce moment, 46 000 citoyens turcs sont passibles des tribunaux. Vous savez que les cinquante-deux principaux dirigeants de la centrale syndicale de Turquie sont arrêtés, emprisonnés, menacés de mort puisque les tribunaux ont réclamé contre eux la peine de mort. Ces derniers jours, leurs défenseurs et notamment le bâtonnier d'Ankara, ont été arrêtés. Je comprendrais parfaitement votre attitude envers la Pologne si vous aviez témoigné la même indignation à l'égard des Etats-Unis, à l'égard de la Turquie aussi dont les représentants étaient également assis en face de vous. Or, malheureusement, vous ne l'avez pas fait. Tout à l'heure encore, lorsque vous avez répondu à des questions sur le Salvador, vous avez pratiquement renvoyé dos à dos les massacreurs et les massacrés. Je crois que cela n'est pas conforme, à mon avis, à ce que devrait faire la Suisse. En ce qui concerne la Pologne je rappelle ce que nous avons dit dès les premiers jours - dès août 1980 - à savoir que nous soutenions la politique du renouveau démocratique de la Pologne. (Rumeurs dans la salle) Parfaitement, nous l'avons dit! Nous avons également exprimé nos préoccupations le soir même du 13 décembre., nous avons dit que le rétablissement rapide des libertés démocratiques, la reconnaissance du droit à des syndicats indépendants, la négociation entre toutes les forces sociales du pays «eux seuls» pourraient permettre de ramener la paix en Pologne et de trouver une solution à la crise., Je ne pense pas que se soit en préconisant des mesures de rétorsion économique que l'on peut aider le peuple polonais, dans son ensemble, à sortir de cette crise. Nous considérons, quant à nous, que seule la négociation, par toutes les voies possibles et imaginables, peut permettre d'éviter la guerre. Je crois que c'est là également la volonté et l'intérêt du peuple suisse. Le peuple suisse - près de 40 000 personnes ont manifesté il y a peu à Berne - a ainsi exprimé sa volonté de paix, de

négociation, de dés- armement; c'est dans cette direction que nous devons aller. Dans l'intérêt même de notre pays, de notre peuple, et pour le respect de la neutralité, le Conseil fédéral est tenu, à notre avis, de faire tous les efforts possibles dans cette direction. M. Bonnard: Je voudrais m'adresser à M. Magnin. Vous souhaitez la négociation, monsieur Magnin, et je crois que tout le monde dans cette salle la souhaite. Mais vous venez de nous faire la démonstration qu'il n'est pas possible de négocier avec les communistes. Les communistes s'inspirent de l'adage suivant: «Ce qui est à nous est à nous, ce qui est à vous est négociable.» Nous ne pouvons naturellement pas souscrire à cette règle. Voyez-vous, l'art du communiste est de faire dévier le débat, et vous avez admirablement réussi. Aujourd'hui, monsieur Magnin, nous parlons de la Pologne et du

E. 13

décembre 1981, a porté un coup extrêmement dur à la détente est-ouest et plus particulièrement a - nous nous répétons en le disant - hypothéqué toute perspective de parvenir bientôt à un accord entre les 35 Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, sur un document de clôture à la réunion de Madrid. A partir du 16 décembre déjà, des délégations occidentales et neutres de la Conférence ont commencé à s'exprimer sur les violations nombreuses de l'Acte final d'Helsinki commises par le régime militaire polonais. Au cours des semaines qui ont suivi, aucune amélioration significative n'a été constatée dans l'évolution de la situation en Pologne. Nous pouvons dire que, actuellement, l'état d'urgence reste en vigueur comme il a été instauré le 13 décembre 1981. Plusieurs milliers de personnes sont encore en détention, un grand malaise règne au sein de la population, l'état d'urgence sus- cite des actes de résistance, des organisations clandestines naissent, créant par là même le danger que vous imaginez d'un conflit civil, voire d'une intervention extérieure. Les autorités militaires ont renforcé le contrôle policier, recouru à des mesures répressives comme celles du

E. 17

février 1982 au cours desquelles plus de 100000 personnes ont été contrôlées et 3000 ont été arrêtées. Le 9 février 1982, à Madrid, devant cette situation et le refus du fait accompli en Pologne, un courant s'est rapidement renforcé pour réclamer la levée de l'état de siège, la libération des prisonniers politiques ainsi que le rétablissement du dialogue antérieur. Madrid était, Monsieur Magnin, la seule enceinte multilatérale est-ouest qui puisse jouer ce rôle et où la Suisse avait, comme membre signataire de l'Acte final d'Helsinki, un droit de participation à part entière. En définitive, c'est du respect intégral de l'Acte final d'Helsinki par chacun des pays signataire que dépend le maintien de la stabilité politique en Europe et, dans une large mesure, la poursuite de la détente. Nous devons tirer des événements de Pologne un enseignement. Le rapport des forces internationales influençant la situation en Europe, en particulier la pression de l'URSS, nous rappelle une fois de plus la nécessité de poursuivre notre effort de défense afin de sauvegarder notre indépendance. La paix véritable est en effet inséparable de la liberté. J'en viens à la question posée à propos de l'aide économique et financière et de l'attitude qu'il convient d'adopter en la matière. Il peut être utile de préciser d'emblée, à cet égard, que la Suisse n'accorde pas, en fait, d'aide économique et financière à la Pologne. Je pense que cette question vise essentiellement le problème du rééchelonnement de la dette extérieure ce pays. Mais sur ce plan également, l'instauration de la loi martiale en Pologne n'est pas restée sans conséquence. En effet, si tous les pays créanciers de cet Etat ont décidé de ne pas remettre en cause les accords de consolidation relatifs aux dettes garanties, échues en 1981, ils n'ont en revanche pas pu

dégager entre eux un consensus sur la reprise des négociations en vue d'un rééchelonnement des échéances pour l'année 1982. En raison du risque lié à la précarité de la situation financière de la Pologne, notre commission pour la garantie contre les risques à l'exportation s'est vu contrainte d'interrompre le traitement des demandes de nouvelles garanties. Je vous ai dit, lorsque nous avons parlé de l'interpellation du groupe socialiste, - que la Pologne, comme certains pays en développement ou pays européens ayant des difficultés financières, a absolument besoin d'un financement extérieur important que notre aide publique au développement ne peut pas apporter, compte tenu des critères restrictifs de notre loi fédérale du 19 mars 1976. Je vous l'ai dit, c'est avant tout au système bancaire international qu'incombe une telle tâche de financement. On a parlé de sanctions économiques. En vertu d'une politique constante, la Suisse ne s'est pas associée aux sanctions économiques décrétées, pour des raisons politiques, à l'égard de la Pologne. Toutefois, comme par le passé, notre pays ne tolérera pas que son territoire serve au contournement des sanctions décidées par d'autres pays. En ce qui concerne les réfugiés, je réponds à M. Gautier que ce problème continue à faire l'objet d'un examen de la part du Département fédéral de justice et police, qui soumet au Conseil fédéral, au fur et à mesure des possibilités et des disponibilités d'accueil, de nouveaux rapports. Pour ce qui est de l'aide humanitaire, je réponds à M. Dürr que, depuis décembre 1980, le Conseil fédéral a prélevé en faveur de la Pologne 2,4 millions de francs sur les crédits destinés à l'aide humanitaire internationale. Ce montant a permis à la Croix-Rouge suisse, à Caritas, à l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière et au Conseil oecuménique des Eglises de fournir à ce pays une aide surtout alimentaire et en médicaments. Le Conseil fédéral est prêt à continuer dans une certaine mesure l'aide humanitaire en faveur de la Pologne, en utilisant comme jusqu'à présent le canal d'œuvres d'entraide suisses qui déploient des activités en Pologne et qui collaborent avec des partenaires responsables pouvant garantir - c'est ce qui est le plus important - que l'aide parvient bien à ceux auxquels elle est destinée. Actuellement, nous étu-

Interpellation Riesen-Fribourg 280 N 8 mars 1982 dions de nouvelles attributions d'une valeur de 400 à 500 000 francs pour poursuivre notre aide en faveur de la Pologne. Dans ces conditions, nous sommes prêts à accepter la motion sous forme de postulat. Präsidentin: Wir bereinigen diese Vorstösse. Zur Interpellation der freisinnig-demokratischen Fraktion: Herr de Capitani kann erklären, ob er von der Antwort des Bundesrates befriedigt ist. Herr de Capitani erklärt sich befriedigt. Zur Interpellation der christlich-demokratischen Fraktion hat Herr Oehler das Wort. Oehler: Ich danke und bin befriedigt. Wir haben unser demokratisches Selbstbewusstsein hier bewiesen, indem wir Herrn Magnin seinen prosovjatischen Unsinn ungestraft produzieren lassen. Präsidentin: Ich bitte Herrn Oehler, künftig solche Bemerkungen zu unterlassen. Sie sind eines demokratischen Parlamentes unwürdig. Motion Dürr Präsidentin: Zur Motion Dürr: Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Herr Dürr erklärt sich damit einverstanden. Die Motion wird als Postulat überwiesen. Überwiesen als Postulat - Transmis comme postulat #ST# 81.457 Interpellation Herczog AHV-Bezüger. Teuerungsausgleich Rentiers AVS Compensation du renchérissement Wortlaut der Interpellation siehe Jahrgang 1981, Seite 1772 Texte de l'interpellation voir année 1981, page 1772 Diskussion - Discussion Präsidentin: Herr Herczog verzichtet auf Diskussion, weil dieser Problemkreis im Zusammenhang mit der parlamentarischen Initiative von Frau Mascarin diskutiert wird. Er erklärt sich allerdings von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt. #ST# 81.476 Interpellation Riesen-Freiburg Lage der Rentner. Nationalfonds-Studie Interpellation Riesen-Fribourg Situation des rentiers. Etude du Fonds national Wortlaut der Interpellation vom 23.

September 1981 1978/79 hat der Nationalfonds ein Forschungsprojekt des Soziologischen Instituts der Universität Bern finanziert. Die Ergebnisse dieser Arbeit sind nicht überall gut aufgenommen, sondern zahlreich kritisiert worden. Selten hat eine wissenschaftliche Arbeit dieser Art dermassen politische Auseinandersetzungen verursacht. - Stimmt es, dass der Nationalfonds inzwischen eine andere Universität beauftragt hat, die Ergebnisse des «Berichts Schweizer» zu verifizieren? - Trifft es zu, dass die Schlussfolgerungen dieser zweiten Studie diejenigen der ersten sehr in Frage stellen? - Warum ist die zweite Studie noch nicht veröffentlicht worden? Texte de l'interpellation du 23 septembre 1981 En 1978/1979, le Fonds national finançait un projet de recherche sur la situation économique des rentiers, attribué à l'Institut de sociologie de l'Université de Berne. La publication des résultats de ce travail ne rencontra pas une approbation unanime. Les contestations furent nombreuses. Rarement un travail scientifique de ce genre attisa à un tel point les affrontements politiques. - Est-il exact qu'entre-temps le Fonds national a chargé une autre Université de la vérification des résultats de «l'étude Schweizer»? - Est-il vrai que les conclusions de cette seconde recherche infirment largement celles de la première? - Pourquoi la publication de la deuxième étude n'est-elle pas encore intervenue?

Mitunterzeichner - Cosignataires: Affolter, Ammann-Saint-Gall, Bäumlin, Borei, Braunschweig, Deneys, Duvoisin, Ganz, Gloor, Hubacher, Jaggi, Lang, Leuenberger, Mauch, Meier Werner, Merz, Morel, Morf, Müller-Berne, Nauer, Neukomm, Ott, Reimann, Renschler, Robbiani, Rothen, Schmid, Stich, Vannay, Wagner, Zehnder (31)

Begründung Der Interpellant verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Beantwortung. Développement L'auteur de l'interpellation renonce à exposer ses motifs et souhaite recevoir une réponse par écrit. Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

Rapport écrit du Conseil fédéral La première étude sociologique à laquelle se réfère l'auteur de l'interpellation est actuellement examinée minutieusement par un comité ad hoc de la commission fédérale AVS/AI - comme le précisait d'ailleurs la réponse à l'interpellation Muheim du 11 juin 1981 (81.406). Ne fût-ce que pour des raisons de principe, le Conseil fédéral ne peut et ne souhaite pas se prononcer d'une manière circonstanciée sur les travaux réalisés à la demande du Fonds national ni sur les conclusions auxquelles ils aboutissent. En réponse aux questions posées, il tient cependant à donner les précisions suivantes: 1. Le Fonds national n'a donné mandat à aucune université suisse pour vérifier les conclusions de l'étude Schweizer. La réalité est que les données recueillies par Schweizer sont accessibles à tout un chacun, et que plusieurs groupes de chercheurs travaillent actuellement sur ce dossier, en fonction d'interrogations différentes. 2. En ce qui concerne les projets pour lesquels les données réunies par Schweizer ont été utilisées, on ne connaît à ce jour que les premières conclusions des travaux du professeur P. Gilliard. Elles font apparaître la signification d'un système de sécurité sociale fondé sur le principe de la responsabilité solidaire. Le projet financé par le Fonds national depuis 1977 et placé sous la direction du professeur H. Abele (Fribourg), intitulé «Einkommens- und Vermögensverteilung in der Schweiz 1876 bis 1976» (Répartition des revenus et des fortunes en Suisse entre 1876 et 1976), aborde quant à lui le sujet traité par l'étude de Schweizer sur des points marginaux. Un texte dactylographié, intitulé «Zwischenbericht zur Datenqualität der Studie W. Schweizer» (Rapport intermédiaire sur la qualité des données traitées dans l'étude de W. Schweizer), a été adressé à un nombre restreint de milieux intéressés, dont le Fonds national.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali

digitali Interpellation der freisinnig-demokratischen Fraktion Lage in Polen Interpellation
du groupe radical-démocratique Situation en Pologne In Amtliches Bulletin der
Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale
dell'Assemblea federale Jahr 1982 Année Anno Band II Volume Volume Session
Frühjahrssession Session Session de printemps Sessione Sessione primaverile Rat
Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 05 Séance
Seduta Geschäftsnummer 81.582 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 08.03.1982 -
15:30 Date Data Seite 270-280 Page Pagina Ref. No

E. 20

010 316 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin
der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de
l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino
ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.